

BILAN STATISTIQUE DES PRETS CONVENTIONNES DE L'ANNEE 2009

A)	Une production de l'ensemble des prêts conventionnés en hausse.....	2
B)	Trois quarts des PC sont des PAS.....	4
C)	La moitié des opérations sont dans le neuf.....	5
D)	Des taux encore plus bas.	7
E)	Une proportion de PC à taux variable toujours plus basse.	8
F)	Un montant moyen prêté en très faible baisse, mais avec des grandes disparités.....	11
1)	Comparaison par type d'opération.....	11
2)	Comparaison par type de taux	12
3)	Comparaison PAS et non PAS.....	13
G)	Modification des parts de marché.....	13
H)	Une augmentation du nombre de PC éligibles à l'APL.....	15
I)	Les montants effectivement versés diminuent.....	16
J)	Baisse des amortissements et des remboursements anticipés.....	17
K)	L'encours des prêts : 58.5 milliards d'euros.....	17
ANNEXES		19

PRETS CONVENTIONNES STATISTIQUES

ANNEE 2009

Avertissement : les statistiques sur les prêts PAS issues des déclarations des prêts conventionnés ne sont pas directement comparables aux statistiques issues de la base de données du FGAS, ni à celles émises par la Banque de France dans la double mesure où la procédure de déclaration n'est pas la même et où les statistiques PC donnent les renseignements pour les « autorisations » et les « versements »¹ de prêts alors que les deux autres sources (FGAS et Banque de France) indiquent les « mises en force » .

Production de l'année 2009 :

	85 596 prêts pour 8.40 milliards d'euros
Rappel 2008 :	76 371 prêts pour 7.54 milliards d'euros
Rappel 2007 :	84 293 prêts pour 8.43 milliards d'euros

Encours des PC à la fin du quatrième trimestre 2009

	58.5 milliards d'euros
Rappel 2008 :	56.0 milliards d'euros
Rappel 2007 :	53.5 milliards d'euros

A) Une production de l'ensemble des prêts conventionnés en hausse.

(cf. Annexe 1)

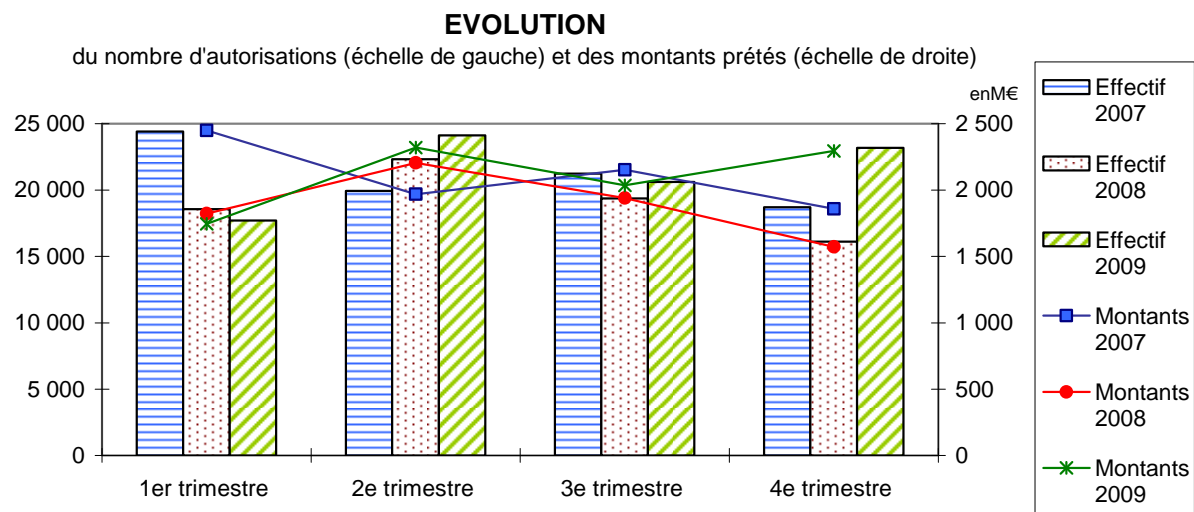
L'ensemble de la production des prêts conventionnés augmente de 12.1% pour l'effectif et de 11.4% en montant par rapport à l'année 2008 mais de 1.6% par rapport aux effectifs de l'année 2007 tandis que les montants prêtés baissent de 0.4% par rapport à ceux de 2007. Seul le 1^{er} trimestre a vu le nombre de prêts conventionnés inférieur à ceux de 2008 et 2007.

¹ Rappel de quelques définitions :

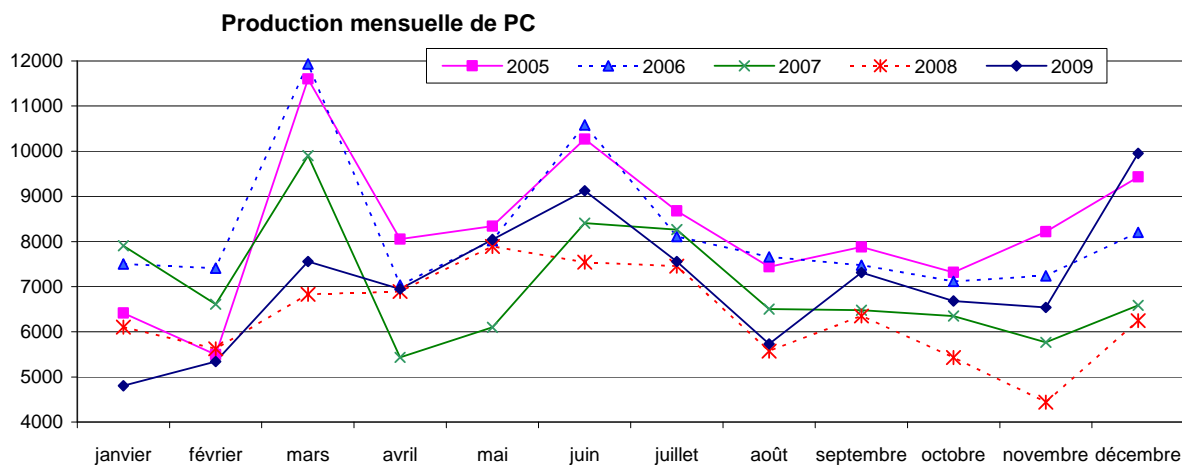
Les « autorisations » sont (en effectif ou en montant) les prêts ayant fait l'objet de l'émission d'une offre pendant la période sous revue.

Les « versements » (encore appelés « affaires nouvelles ») sont les sommes effectivement mises à la disposition de l'emprunteur pendant la période sous revue.

Enfin les « mises en force » sont les crédits ayant fait l'objet au cours de la période sous revue, d'un premier versement effectif au bénéficiaire du prêt, quel que soit le montant de ce décaissement. Les crédits sont déclarés en une seule fois, pour le montant total accordé, dès le premier versement, quel que soit le rythme adopté ou prévu pour les versements ultérieurs.



De 2005 à 2007, la production connaissait un pic en mars, probablement dû au changement d'année de référence pour le NPTZ. En 2008, le mois de mai qui correspond au dernier mois d'utilisation de la référence N-2 pour la condition de ressources du NPTZ est celui pour lequel la production est la plus élevée de l'année. Pour 2009, l'année a commencé par un nombre de PC faible en janvier (-21.3% par rapport à janvier 2008) et février (-4.9% par rapport à 2007), tandis que la production mensuelle est supérieure à celle de 2008, les pics se situant au mois de juin et surtout décembre (+59.3% par rapport à décembre 2008).



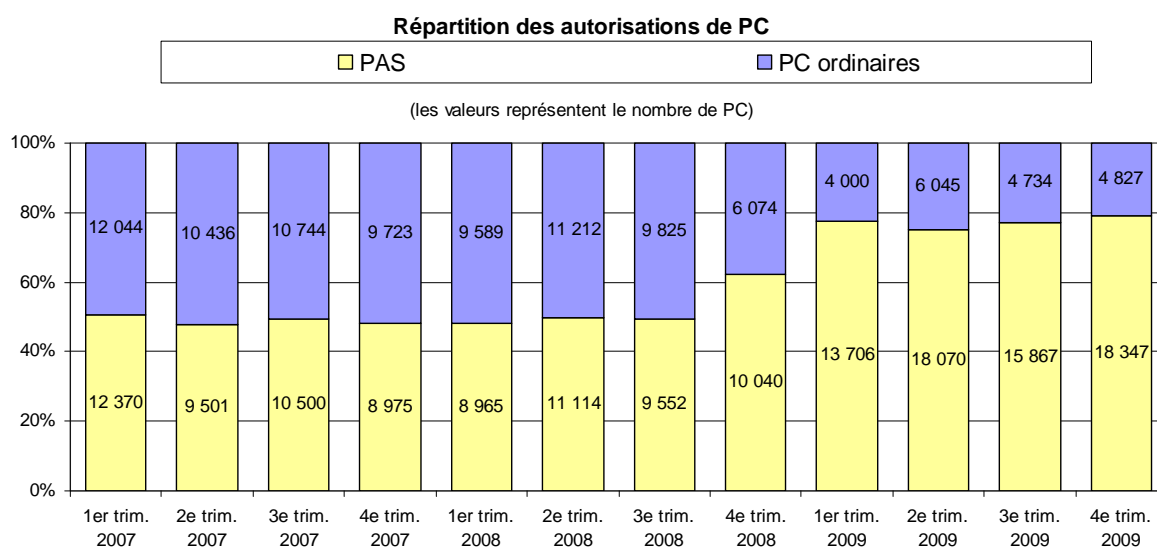
B) Trois quarts des PC sont des PAS.

(cf. Annexe 4)

Les PAS représentent, en 2009, 77.1% des prêts conventionnés et 76.3% des montants prêtés. En 2008, ils étaient 51.9% tant du point de vue des effectifs que des montants. En 2007, ils n'étaient que 49.1% des prêts conventionnés (contre 51.3% en 2006, 52.2% en 2005, 48.1% pour l'année 2004 mais 59% en 2003 et 65.1 % en 2002).

Le nombre de prêts conventionnés garantis par le FGAS en 2009 est en hausse de 66.3% par rapport à 2008 et de 59.6% par rapport à 2007, leur montant augmentant respectivement de 63.6% et 59.6%². Pendant cette période, les PC ordinaires connaissent une réduction de 46.6% par rapport à 2008 et 54.3% par rapport à 2007 en nombre et de 45.1% et 54.1% en montant.

	Ensemble		PAS		Non PAS	
	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€
2009	85 596	8 396	65 990	6 406	19 606	1 990
2008	76 371	7 539	39 671	3 916	36 700	3 623
<i>Évolution en un an</i>	12.08%	11.37%	66.34%	63.60%	-46.58%	-45.09%



L'analyse détaillée par trimestre montre que la répartition PAS / PC ordinaires est marquée par une forte augmentation de la proportion de PAS à partir du 4^e trimestre 2008 (environ 50% jusqu'au 3^e trimestre 2008, puis 62.3% de l'ensemble des PC au 4^e trimestre 2008, 77.4% au 1^{er} trimestre 2009 suivi d'un léger fléchissement avec 74.9% au 2^e trimestre, puis 77.0% au 3^e trimestre avant d'atteindre

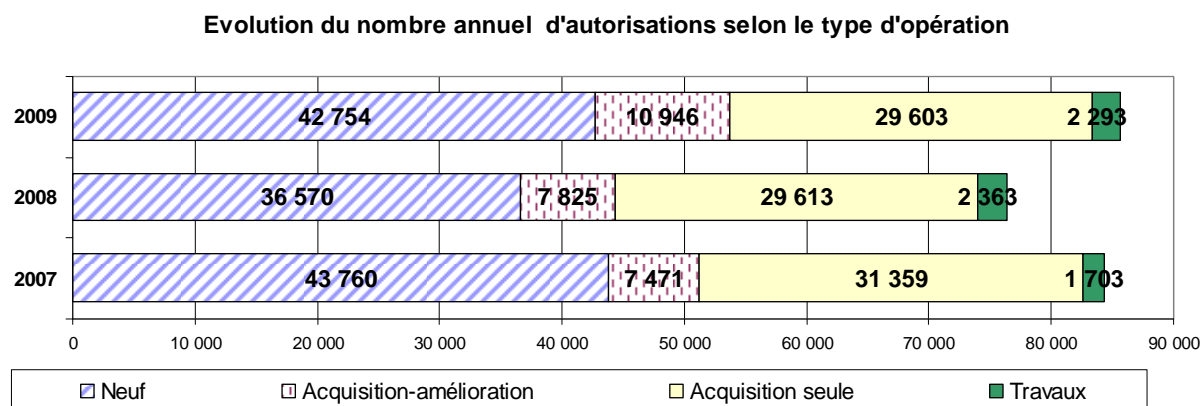
² Dans la base FGAS, au 12 mai 2010 on enregistre également une hausse des PAS émis en 2009 par rapport à l'année précédente (de 54.0 % pour les effectifs et de 52.7% pour les montants), sachant que les chiffres définitifs des émissions des prêts PAS ne seront connus que dans plusieurs mois.

79.2% au dernier trimestre 2009), ce qui est sans doute la conséquence du relèvement des plafonds de ressource des PAS au 1^{er} novembre 2008.

C) La moitié des opérations sont dans le neuf.

(cf. Annexe 3)

La production, tout en étant en forte hausse dans le neuf (16.9%) par rapport à l'année précédente, n'atteint pas celle de 2007 (-2.3%).

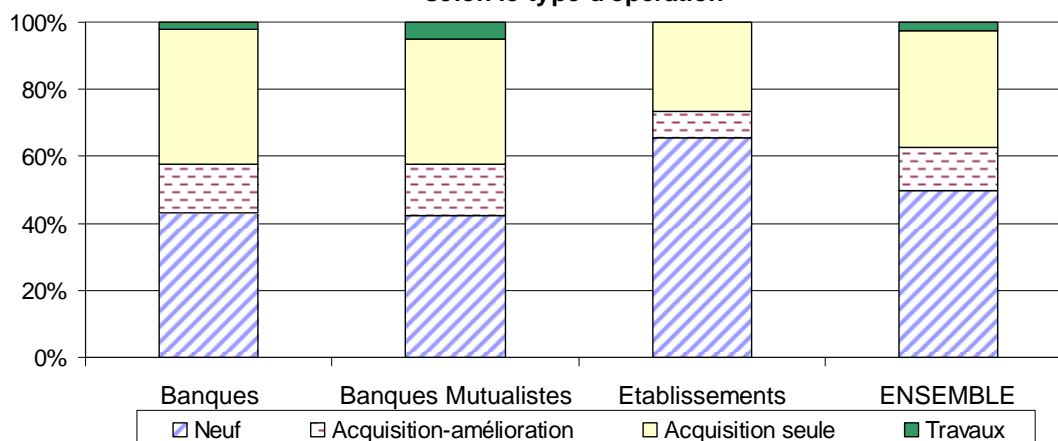


La part d'opération dans le neuf était de 51.9% en 2007, 47.9% en 2008 et se situe en 2009 à 49.9%. Les acquisitions seules représentent 34.6% (contre 38.8% en 2008) des opérations financées par un PC, les acquisitions avec amélioration 12.8% (10.2% en 2008). Les prêts conventionnés destinés aux travaux restent marginaux (2.7%). L'étude par trimestre montre de grandes variations, mais sans tendance précise tout le long de l'année 2009 : 46.8% des opérations dans le neuf au 1^{er} trimestre, 52.4% au 2^e trimestre, 47.1% au 3^e trimestre et 52.4% au dernier trimestre.

Le graphique suivant montre que la ventilation par type d'opération est différente selon la catégorie d'établissement de crédit³. La part du neuf atteint 65.4% pour les établissements spécialisés tandis qu'elle se situe à 43.3% pour les banques et 42.1% pour les banques mutualistes ou coopératives. Pour mémoire, ces valeurs étaient respectivement 60.3%, 46.0% et 43.5%, pour l'année 2008 et 67.2%, 47.3% et 48.9% en 2007. La proportion de PC concernant les acquisitions seules atteint 40.3% pour les banques et 37.6% pour les banques mutualistes ou coopératives.

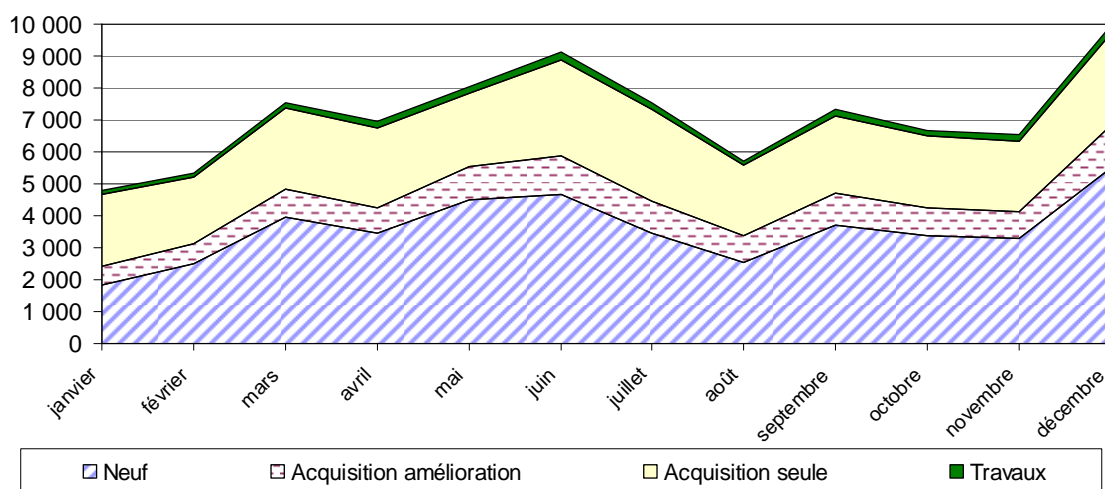
³ La liste des établissements est consultable annexe 6

**Répartition des autorisations de PC (en effectifs) en 2009
selon le type d'opération**

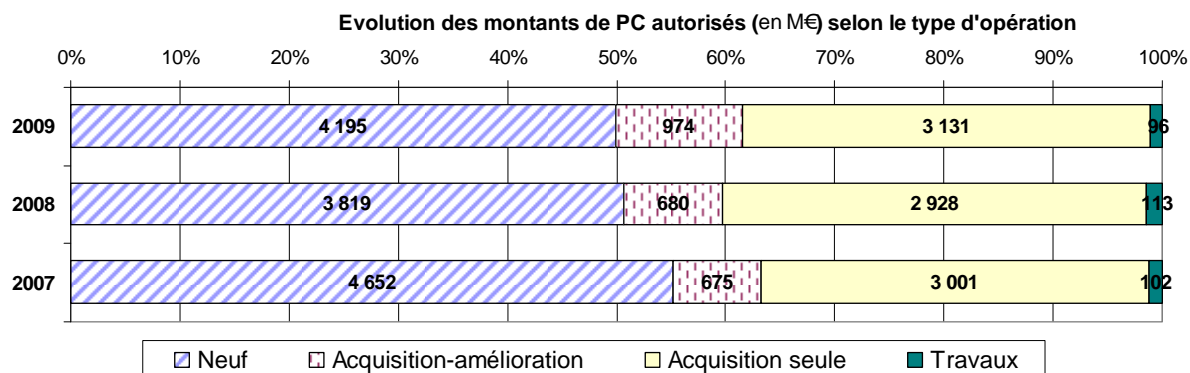


La part du neuf était de 38.4% en janvier (mois qui a connu la production de prêts conventionnés la plus faible de l'année 2009), est montée jusqu'à 56.0% en mai et 55.1% en décembre 2009 (production globale la plus élevée de l'année).

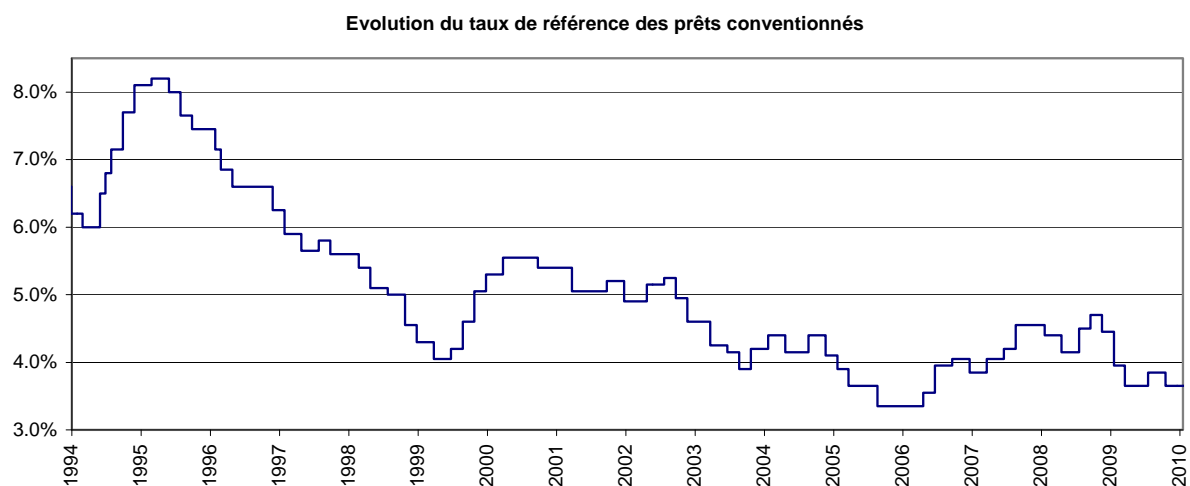
Nombre d'autorisations de PC en 2009



Concernant les montants distribués, ils sont en hausse dans le neuf par rapport à 2008 (+9.9%) mais en baisse de 9.8% par rapport à 2007. Ceux pour les acquisitions seules progressent de 7.0% par rapport à 2008 et de 4.3% par rapport à 2007, ceux des acquisitions avec amélioration respectivement de 43.2% et 44.2%. (L'étude du montant moyen prêté par type d'opération est faite page 11)



D) Des taux encore plus bas.



L'année 2009 s'est caractérisée par une baisse du taux par rapport à 2008 puisqu'elle a débuté par une tendance à la baisse à 3.95% à partir du 1^{er} février, puis 3.65% au 1^{er} avril. Le taux de référence remonte à 3.85% à partir du 1^{er} août puis revient à 3.65% à compter du 1^{er} novembre 2009.

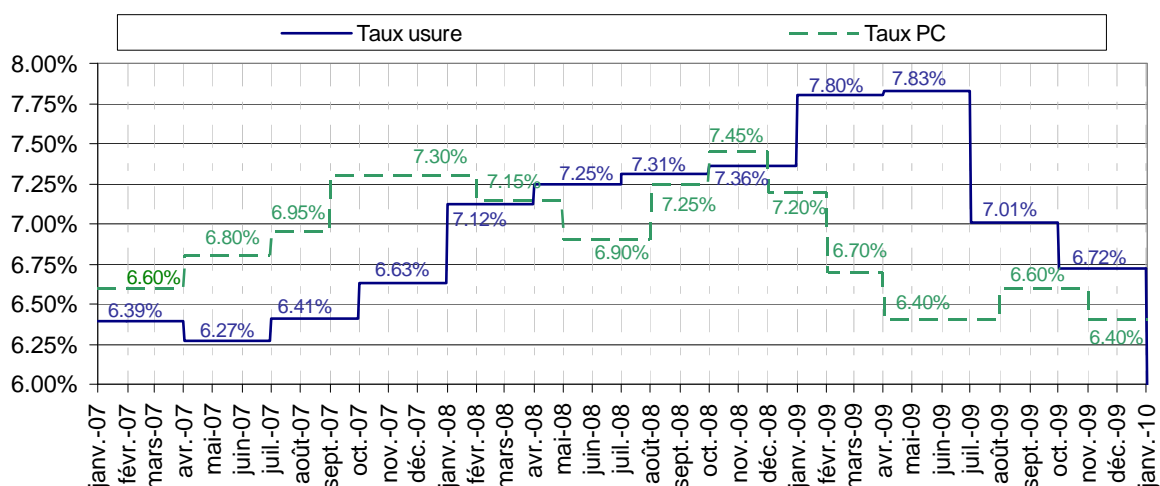
Les marges appliquées au taux de référence sont de 2.3% pour les PC à taux variable quelque soit la durée et ceux à taux fixe d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, 2.5% pour ceux d'une durée comprise entre 12 et 15 ans, 2.65% pour ceux d'une durée comprise entre 15 et 20 ans et 2.75% pour ceux d'une durée supérieure à 20 ans, pour obtenir les taux plafonds.

Les taux pratiqués, majorés des divers éléments composant le T.E.G., ne doivent pas dépasser le seuil de l'usure en vigueur.

La base des prêts conventionnés ne permet pas de connaître les taux pratiqués par les établissements.

Le graphique suivant montre que le taux plafond des PC à taux fixe d'une durée supérieure à 20 ans est resté supérieur au taux d'usure jusqu'à fin mars 2008 et pendant les mois d'octobre et novembre 2008, situation qui ne s'est pas produite en 2009.

Evolution du taux plafond PC fixes > 20 ans



E) Une proportion de PC à taux variable toujours plus basse.

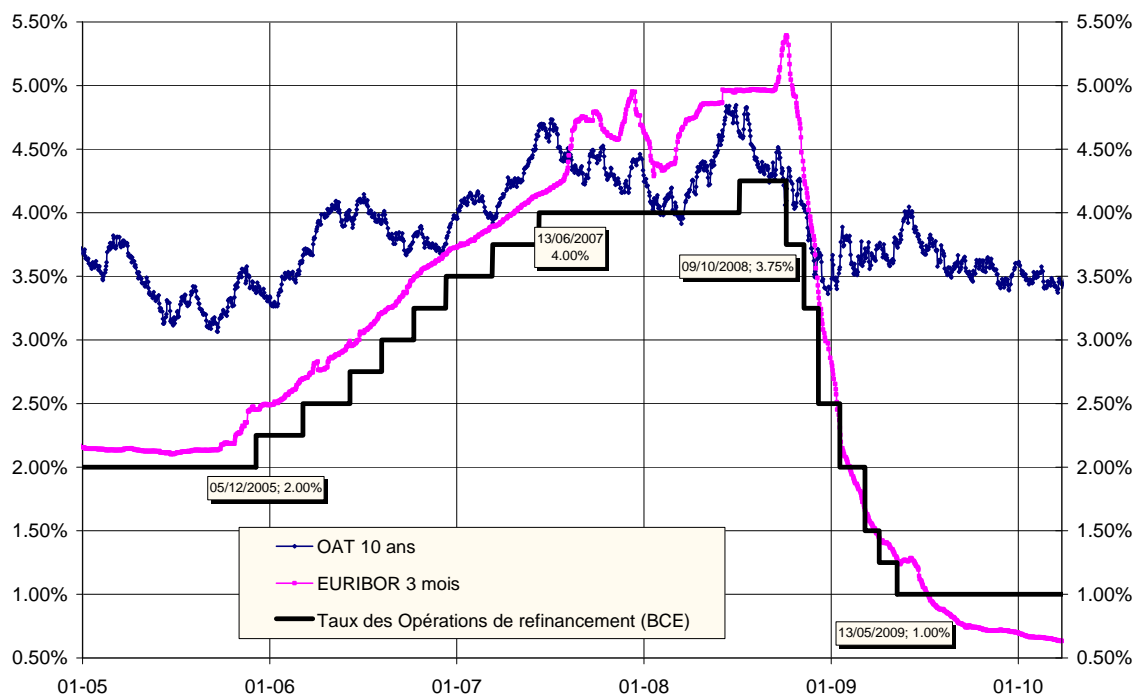
(cf. Annexe 1)

Les prêts conventionnés à taux variable sont en baisse de 34.6% pour les effectifs et de 40.4% pour les montants prêtés par rapport à 2008 et respectivement de 55.1% et 62.2 % par rapport à 2007, tandis que sur ces mêmes périodes, les PC à taux fixe progressent respectivement de 32.4% et 39.3% et leur montant de 33.7% et 45.2%.

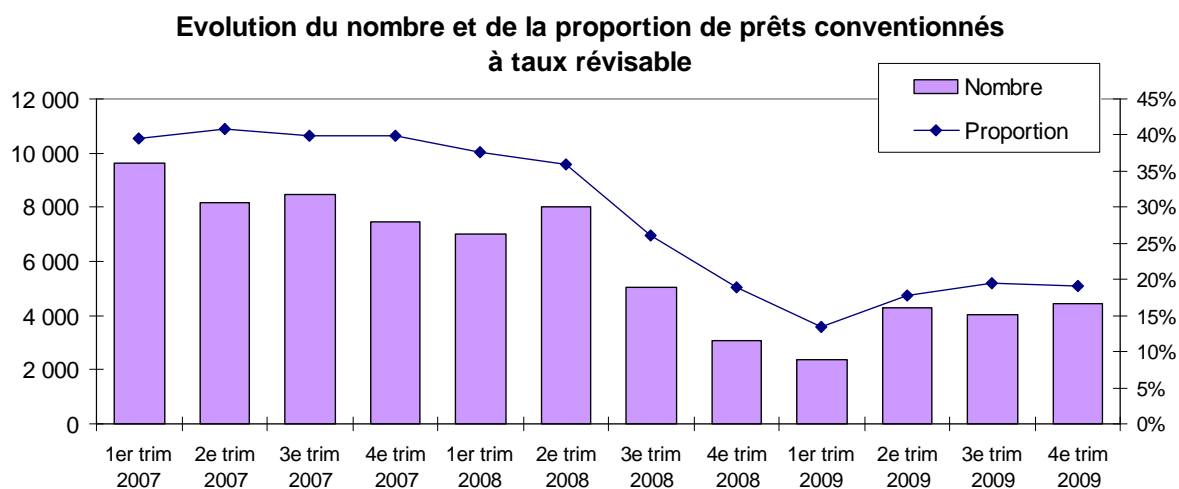
Les PC à taux révisable représentent 17.7% des PC autorisés au cours de l'année 2009, tandis qu'ils étaient 30.3% l'année précédente et 40.0% en 2007. Pour mémoire, ces prêts concernaient seulement 17.5% des PC en 2003, 29.0% en 2004, 26.4% en 2005 mais 37.8% en 2006.

On observe un phénomène d'encore plus grande ampleur dans la base des seuls prêts garantis puisque le taux de PAS est à taux variable est passée de 12.9% en 2008 à 3.7% en 2009.

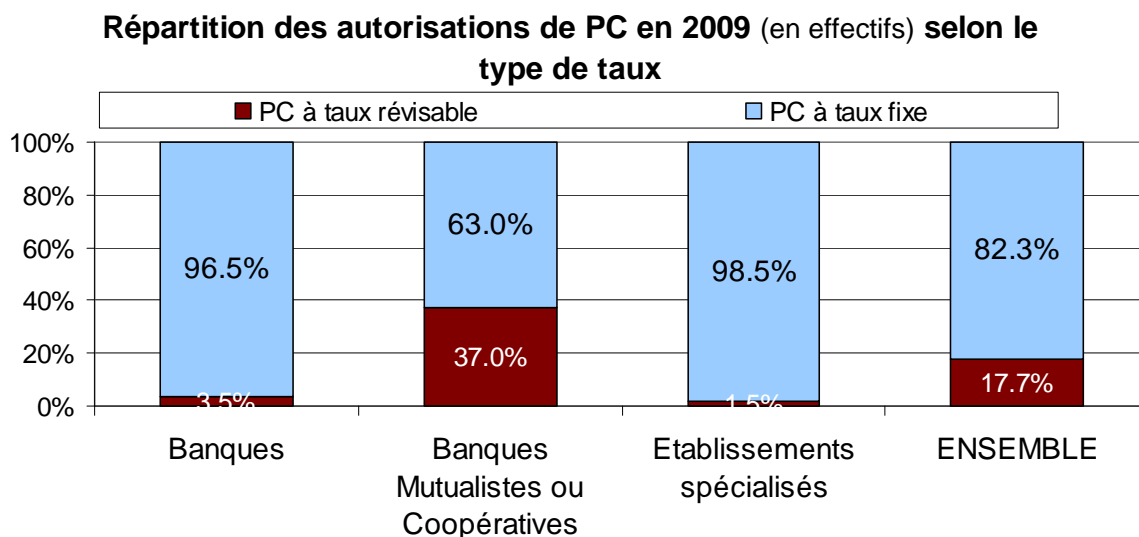
Une explication à ce phénomène tient peut-être au fait que compte tenu de ce que les durées des prêts restent sur des niveaux historiquement les plus élevés qui aient jamais été pratiquées en France, l'ensemble des acteurs évitent d'ajouter de surcroît l'incertitude qui résulte de la variabilité des taux d'intérêt dont l'index le plus fréquemment utilisé (Euribor 3 mois sou 1 an) est actuellement à son plus bas, ce qui rend à peu près certaine une réévaluation à venir sur très longue durée.



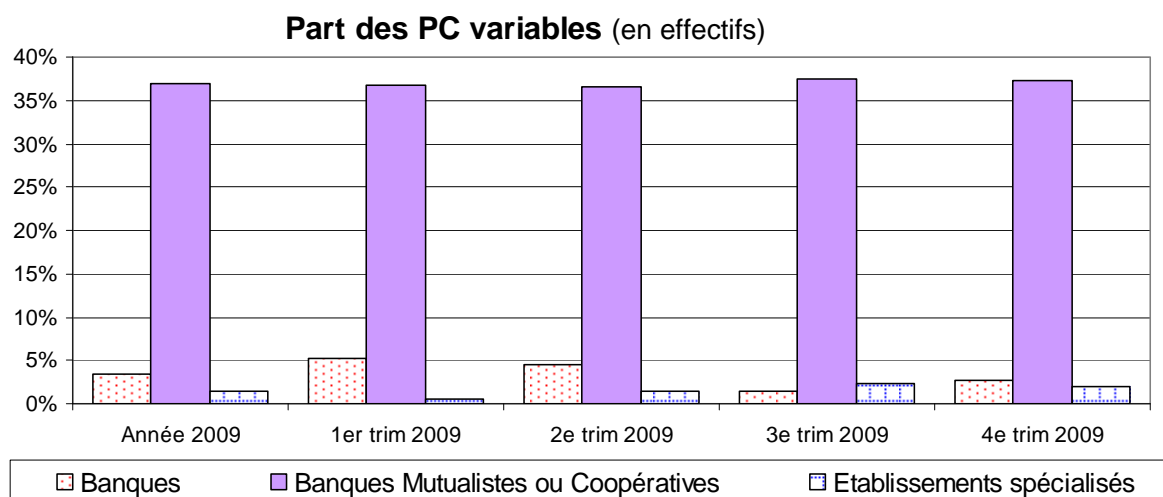
D'après le graphique qui suit, il apparaît que la part des PC à taux révisable est restée stable à 40% tout au long de l'année 2007, puis, cette part n'a cessé de décroître au cours de l'année 2008, passant de 37.6% au 1^{er} trimestre à 19.0% au 4^e trimestre pour atteindre un minimum de 13.4% au 1^{er} trimestre 2009. Par la suite, la tendance est plutôt à la hausse, la proportion étant de 19% pour les deux derniers trimestres.



Les établissements n'ont pas tous le même comportement pour la distribution des prêts conventionnés à taux révisable : le graphique suivant permet de montrer que ce sont les banques mutualistes ou coopératives qui accordent beaucoup de PC à taux révisable (37.0% de leurs PC contre 41.0% en 2008), tandis que ce type de prêt est presque marginal dans les banques (3.5% contre 36.2% en 2008) ainsi que pour les établissements spécialisés (1.5% de la production contre 4.1% en 2008).



L'analyse de l'année 2009 par trimestre montre que tous les établissements de crédits ont peu modifié leur part de PC à taux variables au fil du temps.



F) Un montant moyen prêté en très faible baisse, mais avec des grandes disparités.

Le montant moyen atteint 98 100 € cette année, en baisse de 0.6% par rapport à l'année précédente et de 1.9% par rapport à 2007.

1) Comparaison par type d'opération

Les montants moyens pour le neuf ont baissé de 6.0% par rapport à 2008 et de 7.7% par rapport à 2007. A l'opposé, ceux de l'acquisition seule ont augmenté de 7.0% par rapport à 2008 et de 10.5% par rapport à l'année 2007.

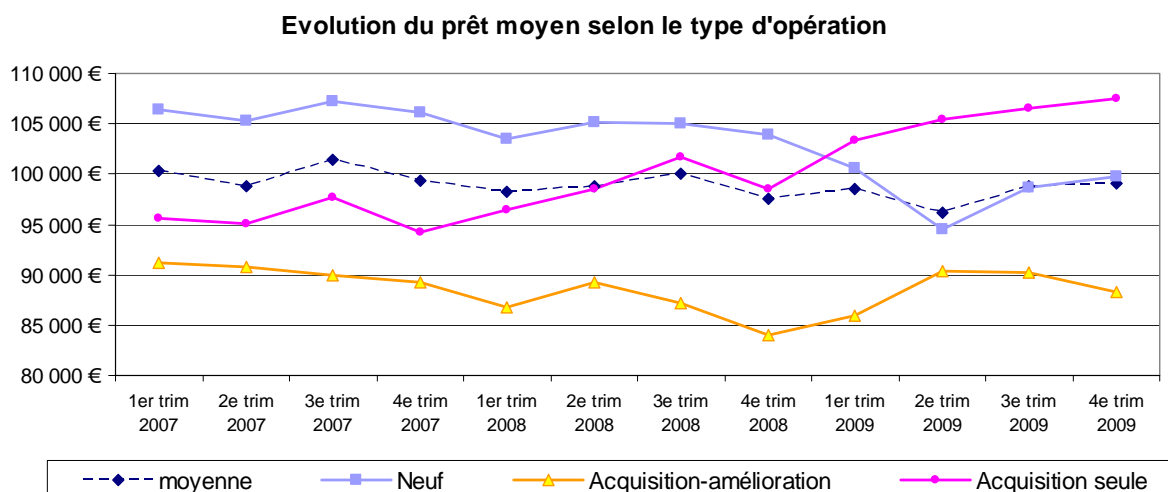
Montants moyens selon le type d'opération :

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2009	98 090 €	98 120 €	88 940 €	105 780 €	42 010 €
2008	98 720 €	104 420 €	86 890 €	98 870 €	47 650 €
2007	100 000 €	106 300 €	90 340 €	95 710 €	59 760 €
<i>Évolution 2008/2009</i>	-0.6%	-6.0%	2.4%	7.0%	-11.8%

Compte tenu du faible nombre de prêts conventionnés accordés pour les travaux seuls, de 400 à moins de 800 par trimestre, leur montant moyen prêté n'est pas davantage détaillé dans la suite du paragraphe.

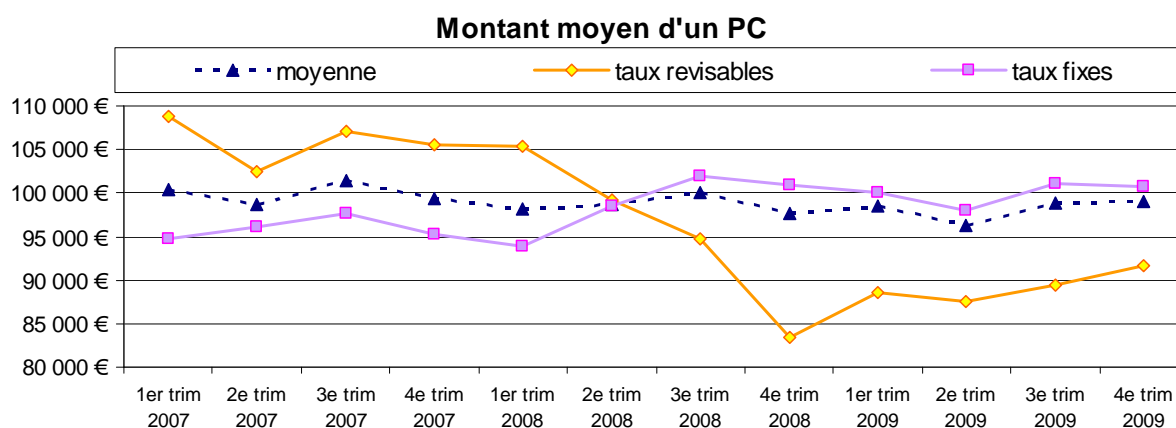
Le graphique ci-dessous, illustrant l'évolution depuis 2007 du montant moyen d'un prêt conventionné par type d'acquisition, montre que :

- Une opération pour acquisition avec amélioration dans l'ancien reste celle qui nécessite le montant le plus faible.
- Le prêt conventionné moyen dans le neuf était traditionnellement plus élevé que les autres types d'opération. A partir du 1^{er} trimestre 2009, il décroît précipitamment de 3.1% et de 6.1% au 2^e trimestre 2009 (ce qui s'explique, en partie, par le doublement du prêt à taux zéro dans le neuf au 15 janvier 2009). Le montant se relève par la suite, respectivement de 4.4% et 1.1% au 3^e et 4^e trimestre, mais sans atteindre les valeurs de 2008 et 2007.
- Le prêt conventionné octroyé pour financer des acquisitions sans travaux connaît une hausse régulière tout au long de l'année 2009 (+9.2% entre le 4^e trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009). A partir du 1^{er} trimestre 2009, le montant moyen pour une acquisition seule est supérieur à celui du neuf, l'écart atteignant 7 860 € au dernier trimestre 2009.



2) Comparaison par type de taux

Le graphique suivant illustre le fait que les PC à taux révisable finançaient des prêts d'un montant plus élevé que ceux à taux fixe jusqu'au 2^e trimestre 2008. Depuis, la situation s'est inversée. Entre le 4^e trimestre 2008, point bas de la courbe pour les montants moyen des prêts à taux variable, et le 4^e trimestre 2009, le montant moyen de ce type de prêt est en hausse de 9.7%, tandis que celui d'un taux fixe est stable (-0.1%). Sur l'ensemble de l'année, le montant moyen est de 89 380 € pour les prêts à taux variable (soit une baisse de 8.8% par rapport à 2008 et de 15.8% par rapport à 2007). Celui des taux fixes est de 99 960 € (soit une hausse de 1.0% par rapport à 2008 et de 4.2% par rapport à 2007).



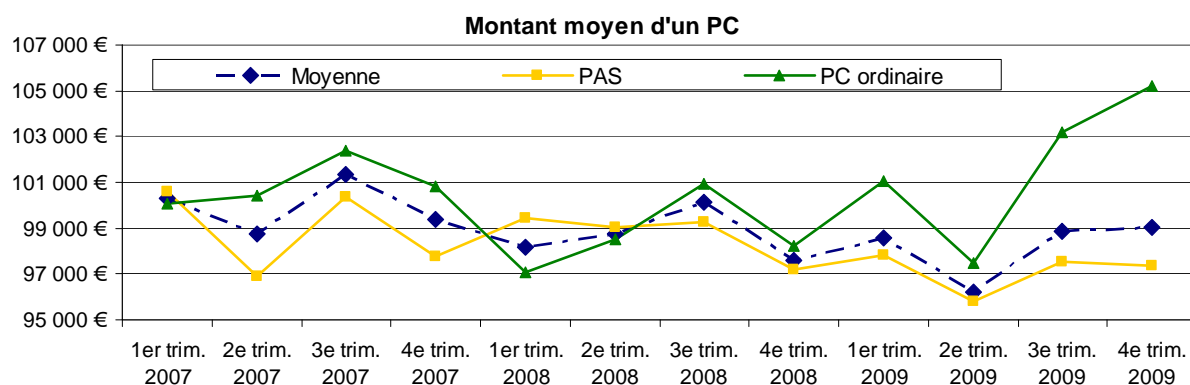
3) Comparaison PAS et non PAS

Le montant des PAS baisse de 1.7% par rapport à 2008 et de 2.0% par rapport à 2007 tandis que les non PAS augmentent respectivement de 2.8% et 0.6%.

Montants moyens selon le type de prêt :

	Ensemble	PAS	Non PAS
2009	98 090 €	97 080 €	101 480 €
2008	98 720 €	98 710 €	98 720 €
<i>Évolution en un an</i>	-0.6%	-1.7%	2.8%

Alors que l'année 2008 démarrait avec le montant du PAS supérieur à celui des PC ordinaires au cours des deux premiers trimestres, et que la situation ne s'inverse pour les deux derniers trimestres, l'année 2009 a vu l'écart (au profit des PC ordinaires) augmenter en fin d'année pour atteindre 7 830€ au 4^e trimestre.



G) Modification des parts de marché.

(cf. Annexe 2)

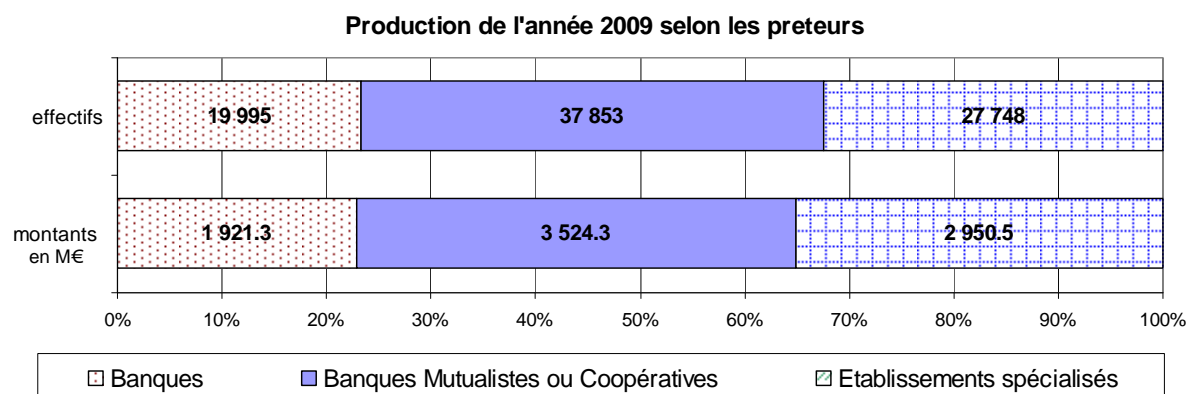
Cette année encore, les banques mutualistes ou coopératives restent le plus gros distributeur de prêts conventionnés, mais avec une perte de 7.6 points de part de marché en baisse par rapport à l'année précédente. A l'opposé, les établissements spécialisés gagnent plus de 10 points. En ce qui concerne les PAS, la tendance est la même : les banques mutualistes ou coopératives n'en distribuent plus que 45.3% (contre 51.5% l'année précédente), les établissements spécialisés gagnent 8.6 points tandis que les banques ne distribuent plus que 13.8% des PAS.

Parts de marché calculées en nombre d'autorisations

	Ensemble des PC			PAS seuls		
	2008	2009	Évolution	2008	2009	Évolution
Banques	26.1%	23.4%	↘	16.3%	13.8%	↘
Banques Mutualistes ou Coopératives	51.8%	44.2%	↘	51.5%	45.3%	↘
Etablissements spécialisés	22.1%	32.4%	↗	32.3%	40.9%	↗
TOTAL	100.0%	100.0%		100.0%	100.0%	

Alors que l'augmentation de la production globale est de 12.1% pour les effectifs et de 11.4% pour les montants, celle des établissements spécialisés est respectivement de 64.5% et 48.3%. Les banques distribuent sensiblement autant de prêts (+0.3%) mais en réduisant les montants de 3.4%. Les banques mutualistes ou coopératives diminuent de 4.3% du point de vue des effectifs et de 1.0% pour les montants.

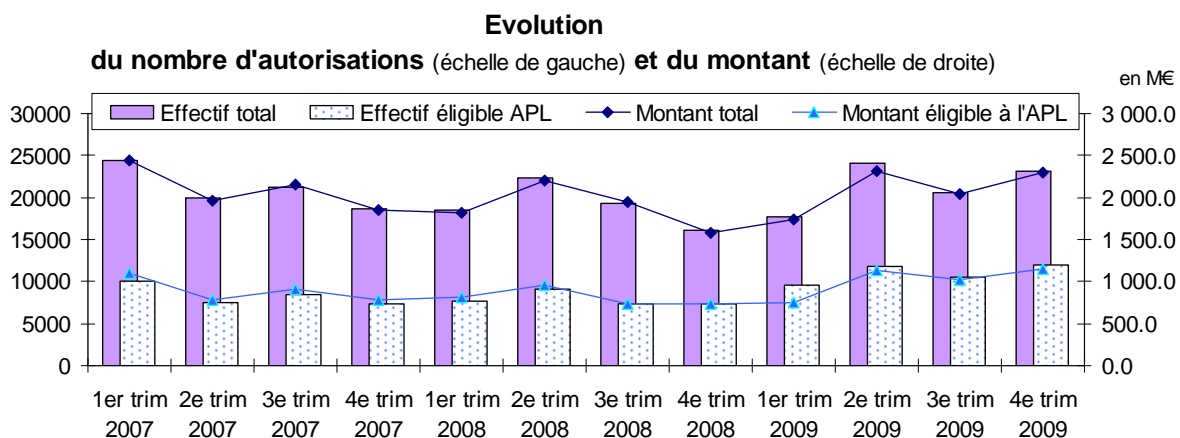
La répartition des autorisations de prêts conventionnés selon les types de prêteurs varie un peu selon qu'il s'agisse des effectifs ou des montants prêtés. Une différence significative tient à ce que les établissements de crédit spécialisés distribuent des prêts d'un montant moyen nettement plus élevé que celui des banques mutualistes ou coopératives. Le montant moyen prêté varie de 93 100 € pour les banques mutualistes ou coopératives (en hausse de 3.5% par rapport à 2008) à 96 090€ pour les banques (en baisse de 3.7%) et atteint 106 330 € pour les établissements spécialisés (en baisse de 9.9%).



H) Une augmentation du nombre de PC éligibles à l'APL.

(cf. Annexe 1)

Le nombre de PC permettant à l'emprunteur de bénéficier de l'APL⁴ au moment de l'offre de prêt a augmenté de 39.4% en un an et 31.01% sur deux ans, soit beaucoup plus que l'ensemble des PC. Cela entraîne une forte augmentation de leur part qui se situe cette année à 51.2% pour les effectifs et 48.3% pour les montants prêtés (contre respectivement 41.2% et 43.1% pour l'année 2008 et 39.7% et 42.5% en 2007).



Le montant moyen d'un PC éligible à l'APL est de 92 630 €, en baisse de 10.4% par rapport à l'année précédente et celui non éligible de 103 820€

On note de fortes différences selon les prêteurs :

- Pour les banques, seulement 23.6% des prêts seront éligibles à l'APL, en baisse par rapport à 2008 (26.0%). Cependant il existe de grandes diversités dans les déclarations ; certains établissements ne déclarent aucun ménage bénéficiaire de l'APL. Un établissement qui donnait 51% de PC bénéficiant de l'APL en 2007 puis 42% en 2008 en déclare 17% en 2009. A l'opposé, ce pourcentage atteint 80.7% en 2009 pour un distributeur (contre 52% en 2007 et 54% en 2008), les valeurs passant de 49% au 1^{er} trimestre 2009 à 100% au 4^e trimestre 2009).
- 46.8% des PC accordés par les établissements mutualistes ou coopératifs sont concernés par l'APL, contre 33.0% en 2008 et 29.6% en 2007. Un distributeur déclarant sa part de prêts bénéficiant d'APL autour de 77% jusqu'à fin 2006, a progressivement réduit celle-ci qui a atteint 58% en 2007 et 52% en 2008 (avec un point bas de 50% au 3^e trimestre 2008) ; cet établissement déclare pour 2009, une proportion de 75%. Un autre établissement déclare 11.0% des ménages bénéficiaires de l'APL pour l'année 2007, 61.2% en 2008 et 81% en 2009

⁴ Si tous les PC ouvrent potentiellement droit à l'APL, celle-ci n'est pas obligatoirement versée parce qu'elle est fonction d'un barème intrinsèque dépendant notamment de la localisation de l'opération et des revenus du ménage : on entend donc ici par « éligibilité à l'APL » le versement effectif d'une APL non nulle pour l'opération considérée.

(pourcentage qui a augmenté régulièrement passant de 18.0% au 4^e trimestre 2007 à 82.0% au 4^e trimestre 2008, puis de 70% au 1^{er} trimestre 2009 à 90% au dernier trimestre 2009).

- Les établissements spécialisés ont leur part de PC éligibles à l'APL en baisse, passant de 82.2% en 2007 à 78.2% en 2008 et 77.0% en 2009. Cette proportion atteint 92.0% pour un distributeur en 2009 (94% en 2008 et 95% en 2007).

Compte-tenu de la dispersion de l'information déclarée, il y a lieu, comme les années précédentes de ne pas tirer de conclusions définitives des statistiques concernant l'APL.

I) Les montants effectivement versés diminuent.

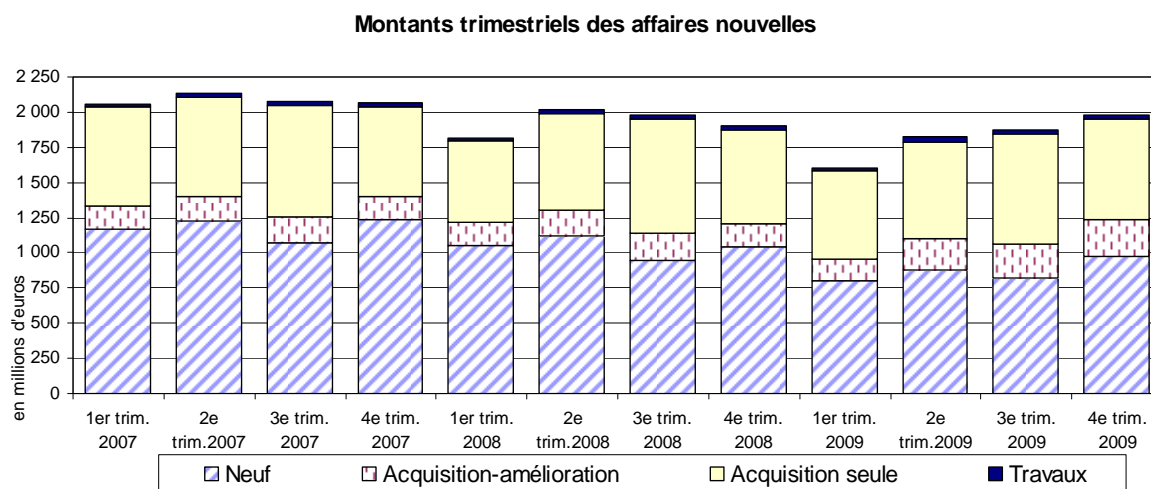
(cf. Annexe 5)

L'ensemble des versements réalisés depuis la fin de l'année précédente (regroupés sous le vocable « affaires nouvelles »), totalise 7 272M€ pour l'année 2009 (7 714 M€ pour l'année 2008), soit une baisse de 5.7% et de 12.8% par rapport à 2007, conséquence de la faible production de prêts conventionnés en 2008 et des premiers mois de l'année 2009 et des délais nécessaires entre les autorisations et les débloques de prêts.

On constate néanmoins une remontée continue du 1^{er} au 4^{ème} trimestre (+23% en moyenne)

Les versements dans l'ancien sont en hausse : 26.4% pour l'acquisition avec amélioration et 2.7% pour l'acquisition seule. Le neuf voit ses affaires nouvelles à la baisse de-16.7%.

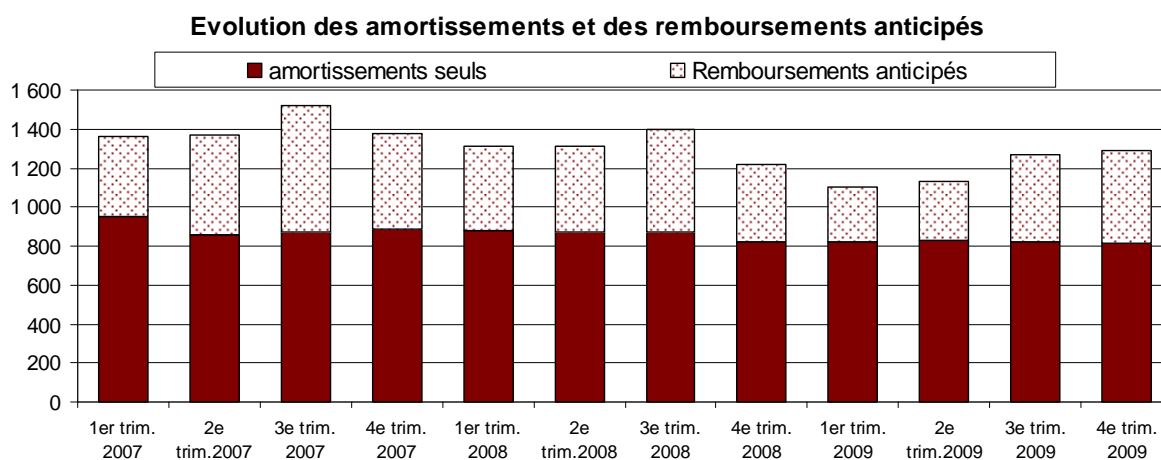
La répartition des affaires nouvelles, cette année est : 47.8% pour le neuf, 38.7% pour l'acquisition seule, 12.1% pour l'acquisition avec amélioration et 1.4% pour les travaux. On retrouve ici la tendance baissière des autorisations dans le neuf de l'année précédente, sa part pour les affaires nouvelles perdant 6.3 points.



J) Baisse des amortissements et des remboursements anticipés.

(cf. Annexe 5)

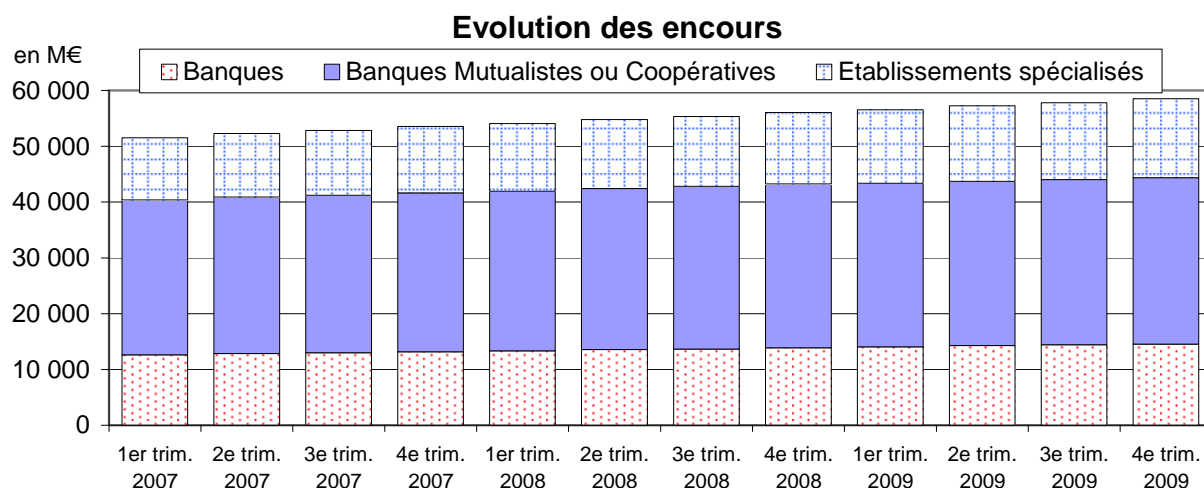
L'ensemble des amortissements (y compris remboursements anticipés et ajustements) totalise 4 798 M€ pour l'année 2009, en baisse de 8.5% par rapport à 2008. Les remboursements anticipés qui représentent 1 511 M€, soit 31.5% du total des amortissements (contre 34.2% en 2008 et 36.5% en 2007), sont également en baisse de 15.8% par rapport à 2008. Par conséquent, les amortissements nets des RA se chiffrent à 3 287 M€ en 2009 contre 3 447 M€ en 2008 et 3 573 M€ en 2007, ce qui représente une baisse de 4.6% par rapport à 2008 et de 8.0% par rapport à 2007.



K) L'encours des prêts : 58.5 milliards d'euros.

(cf. Annexes 1 et 4)

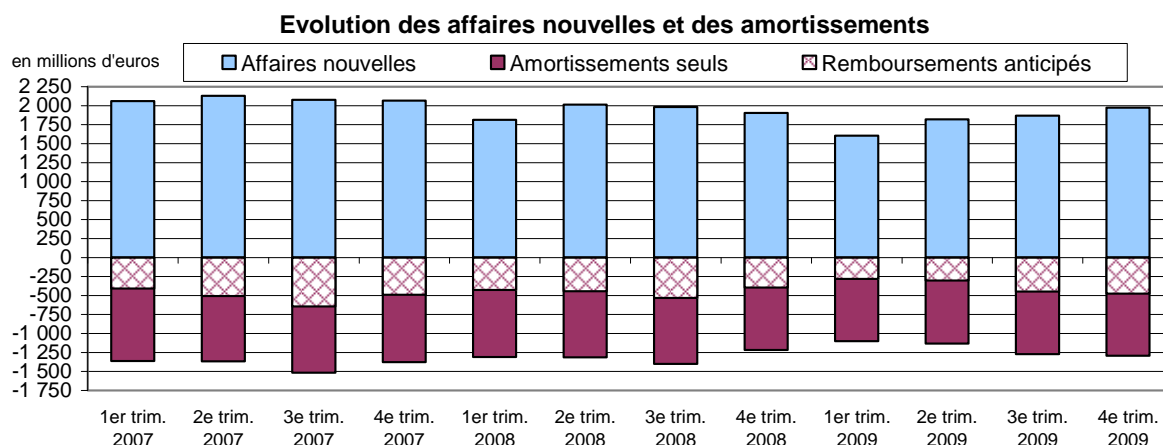
L'encours a augmenté de 4.4% pendant l'année 2009, avec une hausse plus importante chez les établissements spécialisés (+11.2%) et les banques (4.7%). L'encours des banques mutualistes ou coopératives progressent de 1.4%.



La répartition de l'encours entre les différents prêteurs fin décembre 2009 est un peu modifiée par rapport à l'année précédente (entre parenthèses, les valeurs à fin décembre 2008) à l'exception des banques qui restent stables :

- Banques : 24.8% (24.8%)
- Banques mutualistes ou coopératives : 50.9% (52.5%)
- Etablissements spécialisés : 24.2% (22.8%)

La hausse continue de l'encours s'explique par le fait que les affaires nouvelles ont toujours été supérieures aux amortissements. Cette année le flux positif d'encours⁵ est de 2 474 millions d'euros (contre 2 473 millions d'euros en 2008, 2 709 millions d'euros en 2007 et 2 491 en 2006).



A la fin de l'année 2009 et comparativement l'année précédente :

- L'encours des PC avec APL représente 32.2% de l'encours total (-1,6 point).
- L'encours des PAS représente encore plus de la moitié du total (56.9% soit 2.3 points supplémentaires).
- L'encours des PC d'une durée supérieure à 20 ans représente 37.5% de l'encours global, (+3 points). Pour mémoire, il représentait 34.5% fin 2008, 32.8% au 4^e trimestre 2007, 26.5% au 4^e trimestre 2006 et 19.6% au 4^e trimestre 2005.

⁵ Egal à la différence entre Affaires nouvelles et Amortissements (y compris RA)

ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés.....	2
Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs	3
Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations	5
Annexe 4 : Autorisations PC / PAS	7
Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours	8
Annexe 6 : Liste des établissements	10

Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés

(Déclarations reçues au 15/03/10)

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Récapitulatif

M€	Autorisations de Prêt			Flux affectant les encours de prêts			Encours des prêts
	Effectifs	Montant	Montant moyen d'un PC	Affaires Nouvelles (1)	Amortissements, RA et ajustements (1)	Flux nets	
2009	85 596	8 396.1	0.098	7 271.6	4 797.6	2 473.9	58 500
4e trimestre	23 174	2 294.7	0.099	1 975.5	1 293.6 (2)	681.9	58 500
3e trimestre	20 601	2 036.4	0.099	1 869.1	1 270.2 (2)	598.9	57 818
2e trimestre	24 115	2 319.9	0.096	1 820.8	1 132.6 (2)	688.3	57 219 (3)
1er trimestre	17 706	1 745.1	0.099	1 606.1	1 101.2 (2)	504.9	56 525
2008	76 371	7 539.0	0.099	7 713.6	5 241.1	2 472.6	56 020
4e trimestre	16 114	1 572.4	0.098	1 903.6	1 219.6 (2)	684.0	56 020
3e trimestre	19 377	1 939.9	0.100	1 981.5	1 400.4 (2)	581.2	55 336
2e trimestre	22 326	2 204.7	0.099	2 014.5	1 312.6 (4)	701.9	54 755
1er trimestre	18 554	1 821.9	0.098	1 814.0	1 308.5	505.5	54 053
2007	84 293	8 429.6	0.100	8 335.7	5 626.5	2 709.2	53 547
4e trimestre	18 698	1 857.9	0.099	2 065.9	1 378.2 (5)	687.6	53 547
3e trimestre	21 244	2 153.4	0.101	2 077.5	1 517.4	560.1	52 860
2e trimestre	19 937	1 969.0	0.099	2 132.0	1 367.8	764.3	52 300
1er trimestre	24 414	2 449.3	0.100	2 060.3	1 363.1 (6)	697.2	51 535

M€	Ensemble		dont PC éligibles à l'APL		dont PAS		dont PC à taux révisables	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
2009	85 596	8 396.1	43 815	4 058.4	65 990	6 406.4	15 121	1 351.5
4e trimestre	23 174	2 294.7	11 935	1 154.6	18 347	1 786.8	4 437	406.4
3e trimestre	20 601	2 036.4	10 522	1 017.0	15 867	1 547.9	4 016	359.0
2e trimestre	24 115	2 319.9	11 816	1 137.5	18 070	1 730.8	4 296	376.0
1er trimestre	17 706	1 745.1	9 542	749.3	13 706	1 341.0	2 372	210.1
2008	76 371	7 539.0	31 434	3 248.5	39 671	3 915.8	23 131	2 268.1
4e trimestre	16 114	1 572.4	7 308	729.2	10 040	975.7	3 056	255.2
3e trimestre	19 377	1 939.9	7 299	740.9	9 552	948.4	5 059	479.1
2e trimestre	22 326	2 204.7	9 106	960.7	11 114	1 100.4	8 031	797.3
1er trimestre	18 554	1 821.9	7 721	817.8	8 965	891.3	6 985	736.5
2007	84 293	8 429.6	33 424	3 585.9	41 346	4 096.0	33 694	3 576.5
4e trimestre	18 698	1 857.9	7 413	783.6	8 975	877.5	7 450	786.5
3e trimestre	21 244	2 153.4	8 416	914.9	10 500	1 053.5	8 465	906.0
2e trimestre	19 937	1 969.0	7 467	781.5	9 501	920.8	8 147	835.2
1er trimestre	24 414	2 449.3	10 128	1 105.9	12 370	1 244.1	9 632	1 048.8

(1) Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements. Les affaires nouvelles représentent les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

(2) Un établissement déclare des rachats de créances

(3) Un établissement a procédé à un ajustement de 6 169K€ suite à migration informatique

(4) Un établissement a procédé à un ajustement de 65K€ suite à migration informatique.

(5) Suite à réaménagement, 2 prêts (553K€) ne sont plus des prêts conventionnés.

(6) Un établissement a procédé à un ajustement de 174K€ suite à 2 prêts requalifiés.

Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

(Déclarations reçues au 15/03/10)

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Autorisations par type de prêteur - Effectifs

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2009	85 596	19 995	37 853	27 748
	100.0%	23.4%	44.2%	32.4%
4e trimestre	23 174	4 493	11 196	7 485
3e trimestre	20 601	4 780	10 189	5 632
2e trimestre	24 115	6 526	10 706	6 883
1er trimestre	17 706	4 196	5 762	7 748
2008	76 371	19 934	39 574	16 863
	100.0%	26.1%	51.8%	22.1%
4e trimestre	16 114	4 422	7 298	4 394
3e trimestre	19 377	5 039	10 540	3 798
2e trimestre	22 326	5 654	12 115	4 557
1er trimestre	18 554	4 819	9 621	4 114
2007	84 293	22 221	44 201	17 871
	100.0%	26.4%	52.4%	21.2%
4e trimestre	18 698	4 754	9 840	4 104
3e trimestre	21 244	5 311	11 050	4 883
2e trimestre	19 937	5 441	11 003	3 493
1er trimestre	24 414	6 715	12 308	5 391

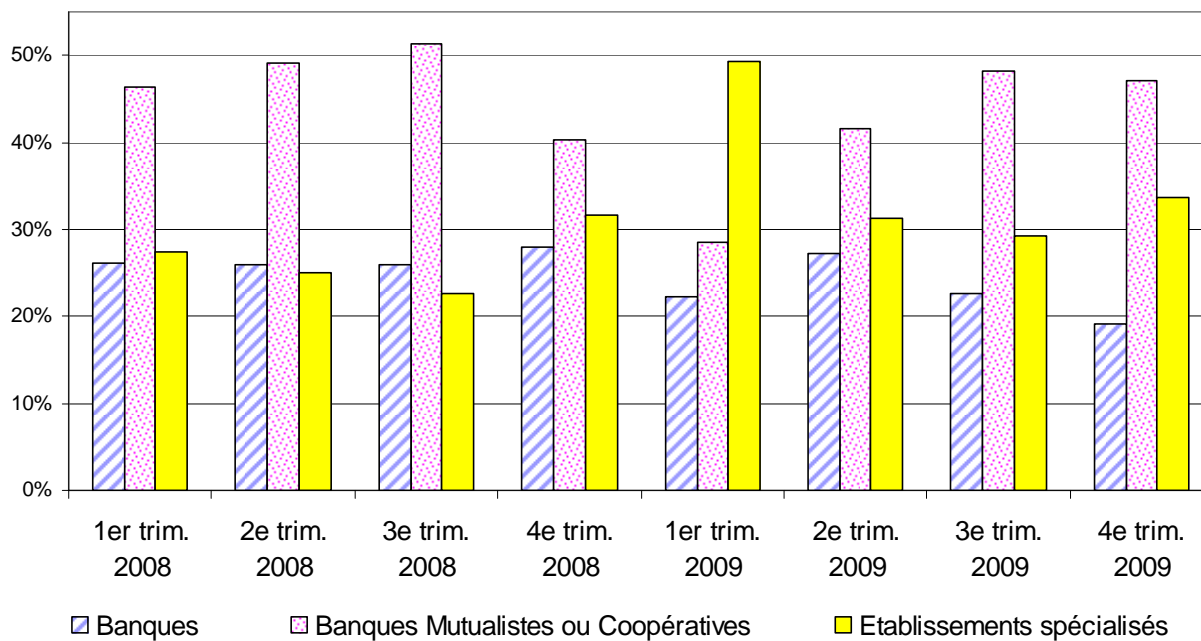
Autorisations par type de prêteur - Montants en M€

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2009	8 396.1	1 921.3	3 524.3	2 950.5
	100.0%	22.9%	42.0%	35.1%
4e trimestre	2 294.7	440.6	1 081.2	772.9
3e trimestre	2 036.4	459.2	983.2	594.0
2e trimestre	2 319.9	631.8	963.7	724.3
1er trimestre	1 745.1	389.6	496.1	859.3
2008	7 539.0	1 989.4	3 559.8	1 989.7
	100.0%	26.4%	47.2%	26.4%
4e trimestre	1 572.4	439.4	634.2	498.9
3e trimestre	1 939.9	502.9	996.8	440.2
2e trimestre	2 204.7	571.0	1 082.8	551.0
1er trimestre	1 821.9	476.2	846.1	499.7
2007	8 429.6	2 273.1	4 010.8	2 145.7
	100.0%	27.0%	47.6%	25.5%
4e trimestre	1 857.9	486.0	882.6	489.3
3e trimestre	2 153.4	550.5	1 013.7	589.2
2e trimestre	1 969.0	561.7	993.7	413.6
1er trimestre	2 449.3	674.9	1 120.8	653.6

Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

(Déclarations reçues au 15/03/10)

PARTS DE MARCHE (en montant d'autorisations des PC)



Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

(Déclarations reçues au 15/03/10)

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Autorisations par type d'opérations - Effectifs

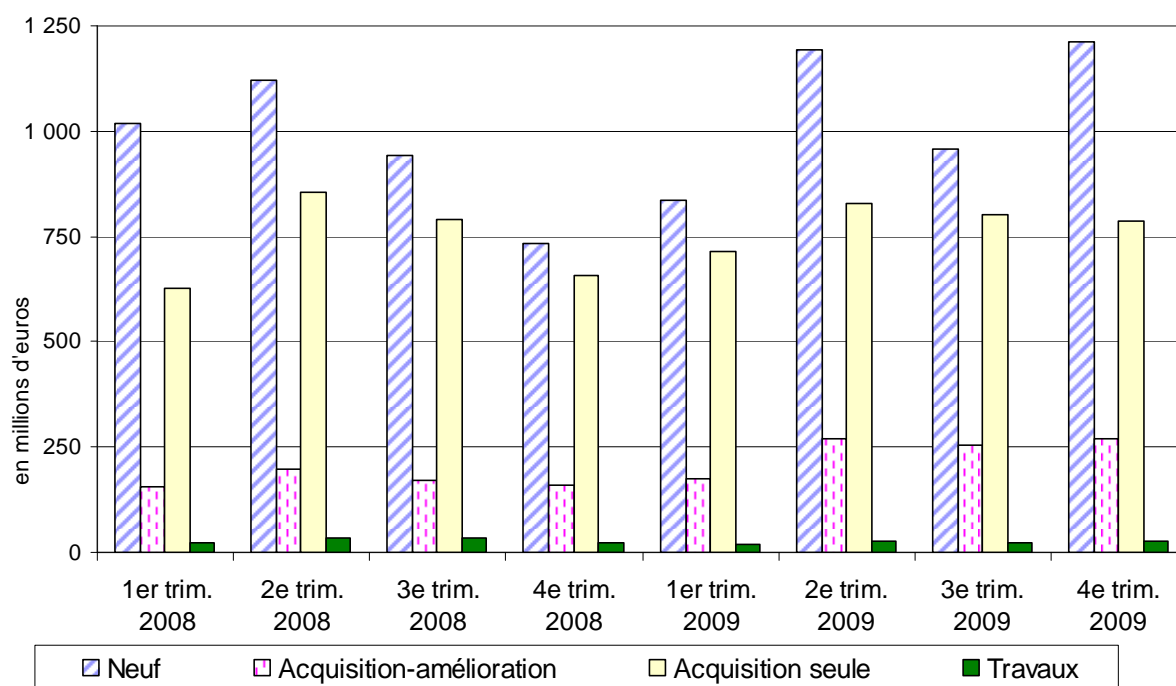
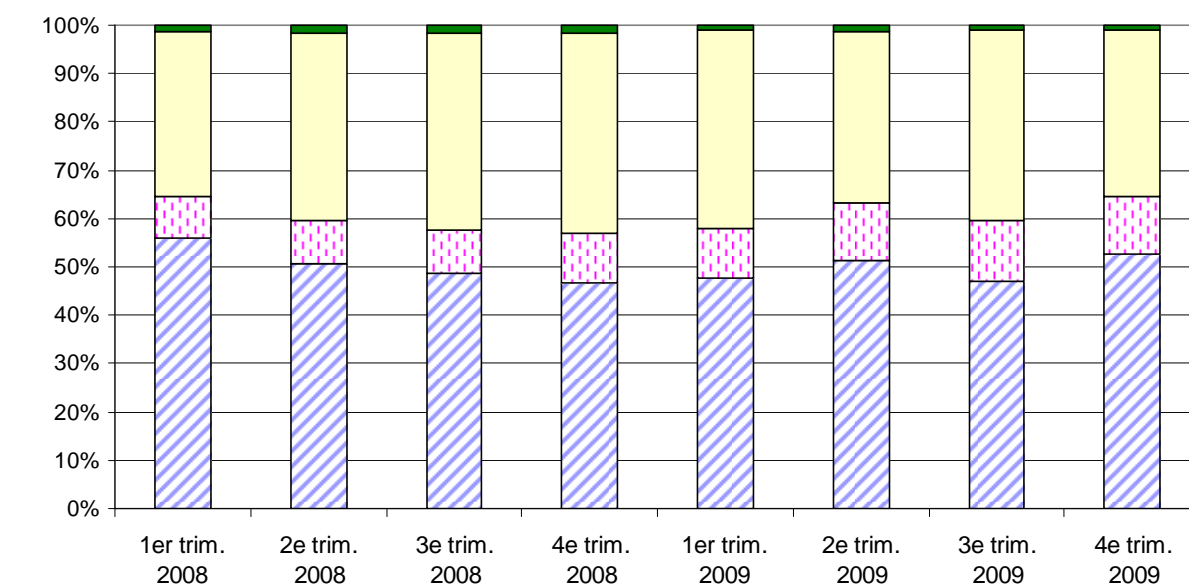
	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2009	85 596	42 754	10 946	29 603	2 293
	100.0%	49.9%	12.8%	34.6%	2.7%
4e trimestre	23 174	12 137	3 075	7 311	651
3e trimestre	20 601	9 696	2 842	7 529	534
2e trimestre	24 115	12 630	2 999	7 842	644
1er trimestre	17 706	8 291	2 030	6 921	464
2008	76 371	36 570	7 825	29 613	2 363
	100.0%	47.9%	10.2%	38.8%	3.1%
4e trimestre	16 114	7 075	1 885	6 653	501
3e trimestre	19 377	8 989	1 958	7 790	640
2e trimestre	22 326	10 658	2 197	8 683	788
1er trimestre	18 554	9 848	1 785	6 487	434
2007	84 293	43 760	7 471	31 359	1 703
	100.0%	51.9%	8.9%	37.2%	2.0%
4e trimestre	18 698	9 815	1 738	6 732	413
3e trimestre	21 244	10 973	1 880	7 983	408
2e trimestre	19 937	9 718	1 836	7 950	433
1er trimestre	24 414	13 254	2 017	8 694	449

Autorisations par type d'opérations - Montants M€

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2009	8 396.1	4 194.9	973.5	3 131.4	96.3
	100.0%	50.0%	11.6%	37.3%	1.1%
4e trimestre	2 294.7	1 210.3	271.6	786.5	26.4
3e trimestre	2 036.4	956.4	256.3	802.3	21.4
2e trimestre	2 319.9	1 193.5	271.1	826.8	28.5
1er trimestre	1 745.1	834.6	174.6	715.8	20.1
2008	7 539.0	3 818.7	679.9	2 927.8	112.6
	100.0%	50.7%	9.0%	38.8%	1.5%
4e trimestre	1 572.4	735.0	158.2	655.5	23.7
3e trimestre	1 939.9	943.9	170.8	791.9	33.2
2e trimestre	2 204.7	1 120.4	196.0	855.1	33.2
1er trimestre	1 821.9	1 019.3	154.9	625.3	22.5
2007	8 429.6	4 651.7	674.9	3 001.2	101.8
	100.0%	55.2%	8.0%	35.6%	1.2%
4e trimestre	1 857.9	1 041.4	155.2	634.5	26.8
3e trimestre	2 153.4	1 177.1	169.1	780.1	27.0
2e trimestre	1 969.0	1 022.8	166.6	755.8	23.8
1er trimestre	2 449.3	1 410.4	184.1	830.8	24.1

Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

(Déclarations reçues au 15/03/10)

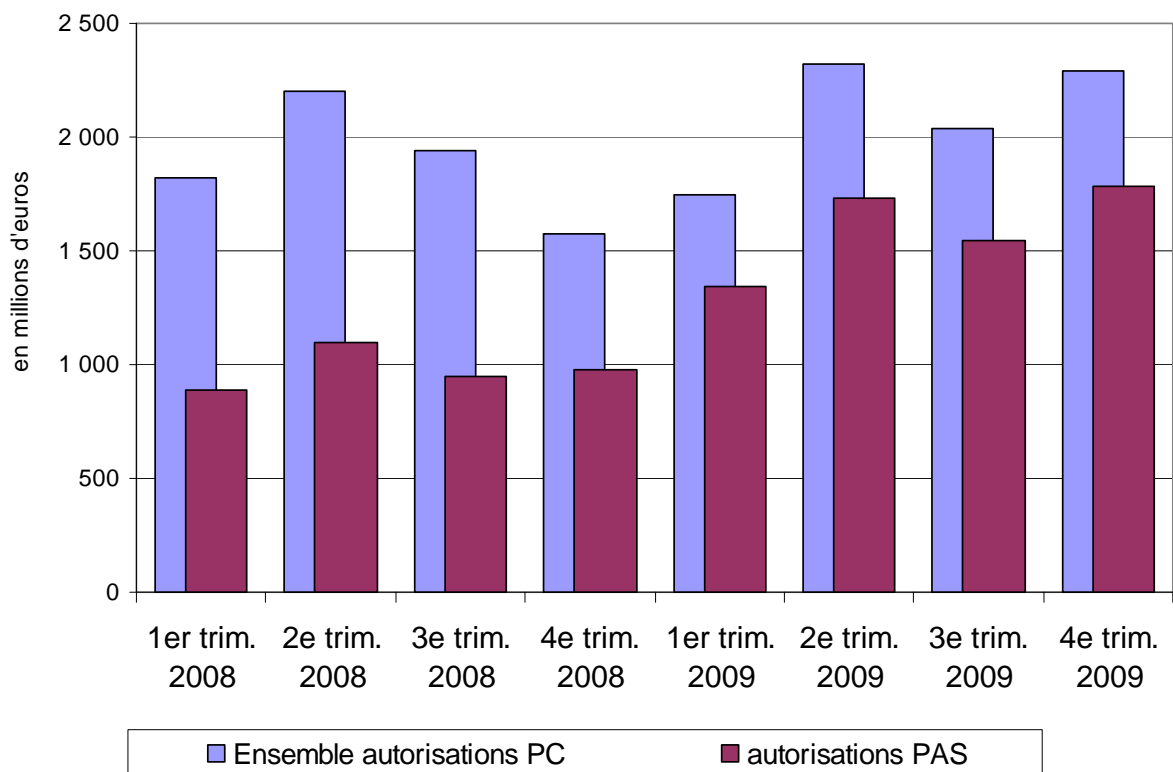


Annexe 4 : Autorisations PC / PAS

(Déclarations reçues au 15/03/10)

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

M€	Ensemble		dont PAS		Poids des PAS dans l'ensemble des PC	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
2009	85 596	8 396.1	65 990	6 406.4	77.1%	76.3%
4e trimestre	23 174	2 294.7	18 347	1 786.8	79.2%	77.9%
3e trimestre	20 601	2 036.4	15 867	1 547.9	77.0%	76.0%
2e trimestre	24 115	2 319.9	18 070	1 730.8	74.9%	74.6%
1er trimestre	17 706	1 745.1	13 706	1 341.0	77.4%	76.8%
2008	76 371	7 539.0	39 671	3 915.8	51.9%	51.9%
4e trimestre	16 114	1 572.4	10 040	975.7	62.3%	62.1%
3e trimestre	19 377	1 939.9	9 552	948.4	49.3%	48.9%
2e trimestre	22 326	2 204.7	11 114	1 100.4	49.8%	49.9%
1er trimestre	18 554	1 821.9	8 965	891.3	48.3%	48.9%
2007	84 293	8 429.6	41 346	4 096.0	49.1%	48.6%
4e trimestre	18 698	1 857.9	8 975	877.5	48.0%	47.2%
3e trimestre	21 244	2 153.4	10 500	1 053.5	49.4%	48.9%
2e trimestre	19 937	1 969.0	9 501	920.8	47.7%	46.8%
1er trimestre	24 414	2 449.3	12 370	1 244.1	50.7%	50.8%



Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

(Déclarations reçues au 15/03/10)

Encours global des Prêts Conventionnés (M€)

	Encours fin de période	dont PC avec APL (1)		dont PAS		dont PC d'une durée > à 20 ans	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
2009	58 500	18 834	32.2%	33 306	56.9%	21 952	37.5%
4e trimestre	58 500	18 834	32.2%	33 306	56.9%	21 952	37.5%
3e trimestre	57 818	18 706	32.4%	32 444	56.1%	21 000	36.3%
2e trimestre	57 219 (2)	18 651	32.6%	31 770	55.5%	20 245	35.4%
1er trimestre	56 525	18 442	32.6%	31 065	55.0%	19 416	34.3%
2008	56 020	18 918	33.8%	30 575	54.6%	19 350	34.5%
4e trimestre	56 020	18 918	33.8%	30 575	54.6%	19 350	34.5%
3e trimestre	55 336	19 608	35.4%	30 092	54.4%	20 070	36.3%
2e trimestre	54 755	19 646	35.9%	29 852	54.5%	19 595	35.8%
1er trimestre	54 053	19 442	36.0%	29 788	55.1%	18 449	34.1%
2007	53 547	19 099	35.7%	29 259	54.6%	17 577	32.8%
4e trimestre	53 547	19 099	35.7%	29 259	54.6%	17 577	32.8%
3e trimestre	52 860	18 901	35.8%	28 687	54.3%	16 499	31.2%
2e trimestre	52 300	19 155	36.6%	26 606	50.9%	15 519	29.7%
1er trimestre	51 535	19 628	38.1%	28 172	54.7%	13 697	26.6%

Encours des Prêts Conventionnés par types de prêteurs (M€)

	Encours fin de période	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2009	58 500	14 532	29 796	14 172
4e trimestre	58 500	14 532	29 796	14 172
3e trimestre	57 818	14 414	29 594	13 809
2e trimestre	57 219 (2)	14 244	29 459	13 516
1er trimestre	56 525	14 037	29 331	13 157
2008	56 020	13 886	29 387	12 747
4e trimestre	56 020	13 886	29 387	12 747
3e trimestre	55 336	13 691	29 138	12 507
2e trimestre	54 755	13 536	28 885	12 335
1er trimestre	54 053	13 313	28 639	12 101
2007	53 547	13 164	28 497	11 886
4e trimestre	53 547	13 164	28 497	11 886
3e trimestre	52 860	12 994	28 244	11 622
2e trimestre	52 300	12 841	28 036	11 423
1er trimestre	51 535	12 613	27 756	11 166

(1) Prêts dont les titulaires remplissaient, à la date de la demande, les conditions requises pour bénéficier de l'APL

(2) Un établissement a procédé à un ajustement de 6 169 K€ suite à migration informatique

Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

(Déclarations reçues au 15/03/10)

Flux affectant les encours : affaires nouvelles réalisées et amortissements (M€)

Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements.

Les affaires nouvelles représentent les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

	Affaires nouvelles	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Travaux		Amortissements, RA et ajustements	
Périodes	Montant	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	dont RA
2009	7 272	3 476	47.8%	881	12.1%	2 811	38.7%	103	1.4%	4 798	1 511
4e trimestre	1 976	975	49.4%	261	13.2%	717	36.3%	23	1.2%	1 294 (1)	476
3e trimestre	1 869	819	43.8%	248	13.3%	780	41.7%	22	1.2%	1 270 (1)	449
2e trimestre	1 821	879	48.3%	217	11.9%	693	38.0%	32	1.7%	1 133 (1)	304
1er trimestre	1 606	803	50.0%	155	9.7%	622	38.7%	26	1.6%	1 101 (1)	282
2008	7 714	4 171	54.1%	697	9.0%	2 737	35.5%	107	1.4%	5 241	1 794
4e trimestre	1 904	1 044	54.8%	162	8.5%	668	35.1%	30	1.6%	1 220 (1)	394
3e trimestre	1 982	950	47.9%	187	9.4%	818	41.3%	27	1.3%	1 400 (1)	530
2e trimestre	2 015	1 121	55.7%	185	9.2%	680	33.8%	29	1.4%	1 313 (2)	444
1er trimestre	1 814	1 056	58.2%	164	9.0%	571	31.5%	23	1.2%	1 308	426
2007	8 336	4 694	56.3%	692	8.3%	2 856	34.3%	93	1.1%	5 626	2 054
4e trimestre	2 066	1 233	59.7%	164	7.9%	644	31.2%	25	1.2%	1 378 (3)	490
3e trimestre	2 077	1 075	51.7%	183	8.8%	793	38.2%	27	1.3%	1 517	646
2e trimestre	2 132	1 222	57.3%	176	8.2%	712	33.4%	23	1.1%	1 368	508
1er trimestre	2 060	1 165	56.5%	170	8.2%	707	34.3%	19	0.9%	1 363 (4)	410

(1) Un établissement déclare des rachats de créances

(2) Un établissement a procédé à un ajustement de 65K€ suite à migration informatique.

(3) Suite à réaménagement, 2 prêts (553K€) ne sont plus des prêts conventionnés.

(4) Un établissement a procédé à un ajustement de 174K€ suite à 2 prêts requalifiés.

Annexe 6 : Liste des établissements

déclarant à la SGFGAS un encours non nul fin décembre 2009

Banques

BANQUE CHALUS
BANQUE COURTOIS
BANQUE DE BRETAGNE
BANQUE DE SA VOIE
BANQUE LA YDERNIER
BANQUE PRIVEE EUROPEENNE
BANQUE RHONE ALPES
BANQUE SCALBERT DUPONT - CIN
BNP PARIBAS
BNP Paribas Personal Finance
Boursorama Banque
CIC Banque CIO - BRO
CIC Est
CM-CIC Services
CREDIT COMMERCIAL DU SUD OUEST
CREDIT DU NORD
DEXIA Crédit Local
FORTIS BANQUE
GE MONEY BANK
HSBC FRANCE
LA BANQUE POSTALE
LCL
LYONNAISE DE BANQUE
S B E
SBCIC
SOCIETE GENERALE
SOCIETE MARSEILLAISE CREDIT
SOCIETE GENERALE
SOCIETE MARSEILLAISE CREDIT

Banques Mutualistes ou Coopératives

BANQUES POPULAIRES
CAISSES D'EPARGNE
CREDIT AGRICOLE
CREDIT COOPERATIF
CREDIT MUTUEL

Etablissements spécialisés

CREDIT FONCIER FRANCE
GIE CIF Services